



Stop à la privatisation de l'Education Nationale ! Abandon de l'application de gestion des remplaçants « ANDJARO » !

Depuis le 31 mai, dans la Somme, puis dans le Lot, les remplaçants ne sont plus gérés par les secrétaires de circonscription ou les services de la DSDEN mais par une start-up privée dénommée « la solution ANDJARO ».

Désormais, cette entreprise privée envoie les ordres de mission aux remplaçants, par mail, sur leur messagerie professionnelle, où sont indiqués l'école où ils doivent effectuer leur remplacement ainsi que le temps de trajet pour accéder à l'école en voiture ou en transport en commun ! Dans une logique issue du privé, le directeur de l'école est nommé « manager » et le remplaçant « collaborateur » !

A aucun moment, les personnels n'ont donné leur accord pour recevoir les messages d'une entreprise privée dans le cadre de leurs missions.

Avec la FNEC FP-FO, le SNUDI-FO considère que ce dispositif conduira non seulement à la destruction des emplois des personnels administratifs, mais il entraînera aussi une dégradation des conditions de travail des titulaires remplaçants, déjà mises à mal par le manque de personnels pour assurer une gestion efficace du remplacement.

Pour le SNUDI-FO, cette logique ouvre la voie à l'externalisation et la privatisation de toutes les missions exercées par des personnels administratifs fonctionnaires d'État.

Cette nouvelle expérimentation est promue par le ministre Blanquer qui, au travers de son Grenelle, continue son travail de destruction de l'Education nationale : casse des statuts, mise en concurrence des personnels et des établissements, application des logiques du privé dans la gestion RH de l'Éducation nationale, recours accru aux contractuels, désengagement financier de l'État...

A tous les niveaux Force Ouvrière organise la mobilisation pour l'abandon de ce dispositif.

Dans la Somme, une pétition intersyndicale SNUDI-FO, SNUipp-FSU, CGT Educ'action exige :

- l'abandon de l'expérimentation Andjaro ;
- le respect de la loi du 6.01.78 relatif à la constitution et à la diffusion de fichiers et de données personnelles ;
- le maintien des emplois et le recrutement de personnels administratifs supplémentaires ;
- le recrutement de personnels statutaires pour mettre un coup d'arrêt à la pénurie de remplaçants ;
- le respect du statut de la Fonction publique et l'amélioration des conditions de travail pour tous les agents.

De plus, suite à la pétition « Stop à la privatisation des services de l'Education Nationale ! Abandon immédiat de « la Solution ANDJARO » qu'elle a initiée, la FNEC FP-FO a soumis au vote, lors du CTA de l'académie d'Amiens du 8 juin, un vœu exigeant l'abandon du dispositif ANDJARO et le « recrutement urgent et massif des postes de personnels nécessaires (enseignants, administratifs...), pour répondre aux besoins en termes de remplacement et hors remplacements. »

Ce que veulent les personnels, c'est la création des postes nécessaires pour améliorer leurs conditions de travail et non l'accentuation de la privatisation de l'administration de l'Education nationale par la mise en place de robots à la place des personnels administratifs.

Le SNUDI-FO invite l'ensemble des personnels du 1^{er} degré à contresigner cette pétition. Aujourd'hui, ce sont les départements de la Somme et du Lot qui sont touchés. Et demain ?

Le ministère doit reculer sur ce dispositif scandaleux !

[Signez la pétition pour l'abandon de la « solution ANDJARO » !](#)

Montreuil, le 18 juin 2021